

et les conséquences de celui-ci » discutent quelques inepties élevées au rang de principes de l'actuel système préuniversitaire d'enseignement, de la disparition des manuels de langue et de littérature roumaines à la disparition du principe chronologique dans les manuels d'histoire ; ou bien, une autre aberration de la nouvelle pédagogie, l'idée que les élèves doivent recevoir à l'école des méthodes et non pas des connaissances – « ce qui est absurde, car les méthodes seules n'existent pas en dehors des connaissances » (p. 238), observe correctement Ioan-Aurel Pop. L'histoire d'un projet de manuel d'« éducation européenne » est plein d'enseignements (voir « L'histoire d'un manuel unique d'éducation européenne », pensé par les Occidentaux comme une sorte de conte de fées *ad usum Delphini*, parce qu'épuré du passé/de l'histoire de tous les conflits historiques ; à peu près ce qu'on a fait en 1977 avec *The Sounds of Earth*, le disque d'or envoyé par l'intermédiaire de Voyager dans le cosmos pour un possible destinataire extraterrestre, disque sur lequel on avait gravé seulement des informations exaltantes sur l'humanité...). De toute façon, en lisant le récit de Ioan-Aurel Pop, on se rend compte que le « staff » des divers comités et commissions de l'Union européenne ne manque pas de gens bornés.

En conclusion, un livre sobre, intéressant, plein d'informations, beau, qui s'adresse à un public large.

(Traduction par LETITIA ILEA)



MARTA PETREU

LUCIAN MIC

**Relațiile Bisericii Ortodoxe Române din Banat cu Biserica Ortodoxă Sârbă în a doua jumătate a secolului al XIX-lea**

(Les relations de l'Église orthodoxe roumaine de Banat avec l'Église orthodoxe serbe pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle)

Cluj-Napoca – Caransebeș,

PUC–Ed. Episcopiei Caransebeșului, 2013

**P**OUR TOUT observateur de la vie ecclésiastique orthodoxe de Roumanie et de l'Europe du Sud-Est, soit-il clerc ou laïc, engagé ou non dans la vie pastorale, missionnaire, philanthropique ou culturelle de l'Orthodoxie roumaine, il est tout à fait évident que les relations bilatérales du Patriarcat de Bucarest avec les Patriarcats orthodoxes serbe et russe de Belgrad et Moscou ne sont pas les meilleures, ni « fraternelles ». Les causes en sont tout aussi claires : le patronage spirituel et pastoral des Roumains du Banat serbe et de la Vallée du Timoc, respectivement la juridiction canonique légitime sur les orthodoxes de Bessarabie et de la République de Moldavie. Dans ce dernier cas la situation semble s'être détendue après la reconnaissance juridique officielle par les autorités politiques de Chișinău de l'existence de la Métropole de Bessarabie, régie par le Patriarcat roumain, en juin 2002. Toute autre est la situation des Roumains de Serbie, où l'état d'esprit politique et ecclésiastique est extrêmement enflammé. L'État roumain conditionne le dossier d'intégration de la Serbie dans les structures de l'Union européenne de la résolution amiable de la question de la minorité roumaine de Timoc que les autorités de Belgrade ne reconnaissent pas comme entité ethnique roumaine, mais vlaque, et qui ne bénéfi-

cie donc de nulle garantie, ni d'une assistance législative minimale pour préserver et cultiver son identité ethnique et culturelle. La situation des Roumains de Timoc a été largement présentée dans les médias au cours des dernières années, l'archiprêtre roumain de « Dacia Ripensis », Alexandru Boian, ayant une contribution importante en ce sens. Comme une partie de la presse l'avait bien remarqué, les Serbes traitent de manière différente la situation des minorités en général et de la minorité roumaine en particulier, de sorte que le statut des Roumains de Vojvodine et du Banat serbe diffère totalement de celui des Roumains de la Vallée du Timoc et de la Serbie orientale. Dans ses différentes interviews données dans la presse de même que dans ses conférences, le père Boian a souligné qu'il militait principalement pour la reconnaissance officielle des Roumains comme minorité mais aussi pour qu'ils puissent passer réellement sous la juridiction de l'évêque roumain Daniel Partoșanul, qui dépend du Patriarcat roumain. Il a invoqué à plusieurs reprises l'établissement *de iure et de facto* d'une réciprocité naturelle entre les deux États en ce qui concerne le traitement accordé aux minorités, étant donné que les Serbes du Banat roumain non seulement jouissent d'une série de droits mais détiennent également un évêché serbe à Timișoara, dirigé par un hiérarque serbe placé sous la juridiction canonique du Patriarcat serbe de Belgrade.

Comme dans d'autres cas de dissensions, pour comprendre cette situation il faut bien connaître le passé, les synthèses historiques fondées sur des sources crédibles et écrites avec une dose minimale d'objectivité étant essentielles en ce sens. L'ouvrage de Lucian Mic, évêque de Caransebeș, qui est à l'origine une thèse de doctorat réalisée sous la coordination du

professeur Constantin Pătuleanu de l'Université de Craiova est bienvenue dans ce contexte, l'auteur faisant une radiographie de la vie ecclésiastique orthodoxe dans le Banat historique pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il évoque également le thème sensible qui a marqué l'histoire des relations roumano-serbes depuis la restauration de la Métropole roumaine ainsi que le processus sinueux de la séparation juridictionnelle et patrimoniale des deux communautés ethniques appartenant aux éparchies du Banat : Arad, Timișoara, Caransebeș et Vrșac. Fruit de recherches rigoureuses dans les archives, d'une analyse minutieuse de la presse du temps ainsi que de la bibliographie roumaine et serbe du domaine, ce livre offre aux historiens, aux théologiens et à tous les lecteurs concernés par les relations ecclésiastiques roumano-serbes du Banat un ouvrage qui non seulement met en lumière des événements passés mais qui explique en partie les réalités contemporaines.

Composé de huit chapitres précédés d'une introduction thématique et historiographique et complétés de conclusions, d'un résumé en anglais, d'une liste bibliographique et d'une série d'annexes (documents, illustrations, portraits des hiérarques du Banat, cartes), ce livre développe largement des sujets comme « Les rapports de l'Église de Banat avec l'Église serbe jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle » (chap. 1) ; « La vie économique et social-politique de Transylvanie et de Banat dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle » (chap. 2) ; « Les Serbes et le Banat. La colonisation du Banat avec des Serbes » (chap. 3) ; « Le combat des Roumains de Transylvanie et de Banat pour s'affranchir de la domination de la hiérarchie serbe (1848-1860). Initiatives ecclésiastiques et politiques » (chap. 4) ; « Les relations ecclésiastiques

roumano-serbes dans la question de la séparation hiérarchique. Le Synode de Karlowitz (1864-1865) » (chap. 5) ; « Les monastères roumains et serbes du Banat et la séparation hiérarchique (1850-1900). Les relations ecclésiastiques roumano-serbes dans le processus des monastères » (chap. 6) ; « Les conséquences du Synode de Karlowitz. Le rétablissement de la Métropole orthodoxe de Transylvanie. Les évêchés suffragants et leurs relations avec les autorités de l'Église orthodoxe serbe » (chap. 7) ; « L'Église serbe du Banat. Les évêchés orthodoxes serbes de Timișoara et de Vrșac (1850-1900) » (chap. 8).

Si les deux premiers chapitres servent d'introduction, esquissant les cadres généraux des évolutions historiques du Banat jusqu'à la révolution quarante-huitarde, les deux chapitres suivants évoquent la question de la Métropole roumaine. Il s'agit principalement des actions entreprises par l'élite politique et ecclésiastique roumaine de Banat et de Transylvanie en vue de la restauration de l'institution métropolitaine roumaine qui devait réunir tous les Roumains de l'Empire autrichien. L'auteur s'arrête ensuite au Synode de Karlowitz de 1864-1865, qui a suscité de vifs débats sur la sortie officielle des communautés roumaines de l'obédience canonique à la hiérarchie serbe et sur l'organisation dans le cadre des sièges épiscopaux roumains d'Arad, Caransebeș et Sibiu, éparchies qui à partir de ce moment-là et jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres allaient former la Métropole gréco-orientale des Roumains de Hongrie et de Transylvanie, réorganisée sur les bases constitutionnelles et synodales du Statut organique d'Andrei Șaguna, adopté par le premier Congrès national ecclésiastique en 1868. Le dossier de la séparation hiérarchique est présenté de manière systématique et détaillée par

doyennés et paroisses, un chapitre tout entier étant consacré à la question des monastères et à la dispute acerbe avec des réverbérations pénales dans les tribunaux civils qui s'est prolongée jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale. À remarquer dans ce chapitre l'acharnement des Serbes de ne céder aux Roumains pas un seul monastère du Banat, qu'ils tenaient pour une partie intégrante du patrimoine de la « nation illyrienne », de sorte que sur les treize monastères existants, seul le couvent historique de Hodoș-Bodrog (attesté dans les documents dès 1293) est revenu à l'Évêché d'Arad.

Les deux derniers chapitres font un bref historique, d'une part, des Évêchés d'Arad et de Caransebeș, en insistant surtout sur les questions de la séparation hiérarchique, et, d'autre part, des Évêchés de Timișoara et de Vrșac restés sous la juridiction de la Métropole de Karlowitz. L'auteur passe en revue l'organisation et l'administration centrale et régionale de chacune de ces quatre institutions diocésaines, insistant sur les biographies et l'activité de leurs hiérarques dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et sur le processus de séparation juridictionnelle au niveau des paroisses. La dynamique de séparation des localités mixtes roumano-serbes dans l'Évêché de Caransebeș est analysée en détail, l'auteur présentant aussi bien les cas qui n'ont pas posé des problèmes que ceux qui ont été tranchés par les instances de jugement de l'État hongrois.

Institution fondamentale des Roumains du Banat, l'Église orthodoxe a joué un rôle décisif dans l'élévation culturelle du peuple pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Patronnée par des familles riches avec de fortes influences dans le monde politique autrichien, puis austro-hongrois, et dirigée par un clergé de plus

en plus conscient de son identité ethnique roumaine respectivement serbe, l'Orthodoxie du Banat a évolué pendant le siècle du nationalisme depuis une étroite solidarité sur des critères confessionnels, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, à une communauté profondément marquée par le nouvel « esprit du siècle », pour citer l'expression d'Andrei Şaguna, dont les traits essentiels, le libéralisme, le constitutionalisme et le nationalisme allaient mettre définitivement leur empreinte sur l'organisme ecclésial orthodoxe. Ainsi, les relations entre les Serbes et les Roumains du Banat ont été marquées de manière décisive par la volonté des derniers de s'affranchir de la tutelle de la hiérarchie serbe et de gagner l'autonomie religieuse.

L'ouvrage de l'évêque Lucian de Caransebeş, lié de par son origine à la région géographique et historique du Banat, est un témoignage documentaire et en partie inédit sur les relations roumano-serbes pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il suffit de le parcourir pour comprendre à quel point la voie de l'affranchissement religieux, de la restauration de la Métropole roumaine et de la séparation hiérarchique a été sinueuse et remplie de passions. La concurrence et la lutte entre les deux entités nationales, rattachées toutes les deux à un seul groupe ecclésial, ont été surveillées, jalonnées et parfois discrètement ou ouvertement patronnées par les autorités politiques de Vienne et de Budapest, qui étaient directement intéressées par la situation nationale enflammée dans les régions situées aux confins des nouveaux États nationaux, serbe et roumain, formés au sud du Danube, respectivement au sud-est des Carpates. Même si elles s'étaient directement impliquées dans la restauration de la Métropole roumaine, qui était soutenue avec fermeté et diplomatie par le grand

hiérarque Andrei baron de Şaguna, les autorités austro-hongroises n'ont pas réussi à trancher le dossier de la séparation des communautés orthodoxes sur des critères ethniques. Après la Conférence de Paix de Paris et l'établissement des frontières roumano-yougoslaves, cette question relèvera de la compétence des autorités de Bucarest et de Belgrade. Même si, au niveau théorique, on avait accepté le principe de réciprocité dans le traitement accordé aux minorités et bien que les Serbes de Roumanie aient continué à bénéficier d'une institution épiscopale à Timișoara, toute autre est la situation des Roumains de Serbie qui, de nos jours encore, doivent faire face à l'opposition du nationalisme serbe qui se manifeste avec virulence sur le plan politique et ecclésiastique. Aujourd'hui comme il y a plus d'un siècle et demi, le seul souhait des Roumains est de pouvoir se servir librement de la langue maternelle à l'Église, d'avoir des prêtres et des évêques de leur ethnie, de bénéficier d'une autonomie dans les questions ecclésiastiques, culturelles, scolaires, tout en continuant à avoir en commun avec leurs frères orthodoxes serbes « l'unité de l'Esprit, par le lien de la paix », conformément à l'Épître de Paul aux Ephésiens.

Écrit avec professionnalisme et fondé sur un matériel documentaire et bibliographique impressionnant, présentant aussi les caractéristiques d'une sensibilité ecclésiale nécessaire à tout chercheur de l'histoire de l'Église, l'ouvrage de l'évêque Lucian Mic constitue une contribution scientifique remarquable, qui permet une meilleure connaissance de l'histoire de l'Église orthodoxe de Banat, offrant aux contemporains la chance de mieux comprendre les évolutions du présent.

